



Cofinancé par  
l'Union européenne

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



## APPEL A PROJETS *FEDER* 2024

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*  
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027  
*OS 2 – Osp 2.8*

**« Soutien aux projets d'infrastructures cyclables  
pour la mobilité du quotidien »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => [europe.maregionsud.fr](https://europe.maregionsud.fr)

### **Codification E-synergie :**

Territoire :	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Programme :	Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
Appel à projets :	149-1 Infrastructures cyclables (1)
Codification :	2127 - PR_SUD_2127 - SUD-SAGE-STJEE - PR03 - RSO2.8_InfraCyclables : Soutenir les projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien
Service Guichet :	Guichet STJEE

## TABLE DES MATIERES

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS .....	3
2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS .....	4
➤ 2.1 Le bénéficiaire .....	4
➤ 2.2 Les catégories d'actions.....	4
2.2.1. Caractéristiques générales des opérations .....	4
2.2.2. Catégories d'actions éligibles .....	6
2.2.3. Eléments du dossier technique .....	9
➤ 2.3 Le lieu de réalisation.....	9
➤ 2.4 La date de démarrage de l'opération .....	9
➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat .....	10
3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES .....	10
➤ 3.1 Les dépenses éligibles .....	11
3.1.1 Dépenses directes au réel .....	11
3.1.2 Dépenses indirectes au forfait .....	11
➤ 3.2 Les dépenses inéligibles .....	12
4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE.....	12
5. LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS.....	12
6. LES INDICATEURS.....	13
7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJET .....	14
➤ 7.1 Le portail e-Synergie.....	14
➤ 7.2 Composition du dossier de candidature .....	14
➤ 7.3 Les contacts et renseignements.....	15
➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature .....	15
8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS .....	15
9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES .....	16
10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION .....	16
➤ 10.1 Respect de la confidentialité .....	16
➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel .....	16
ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION.....	17
ANNEXE II RELATIVE AUX INDICATEURS.....	18

## 1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS

Le territoire régional, pour favoriser la transition écologique et rester attractif, doit réaliser un important effort de mise à niveau et de développement de ses infrastructures de transport. En effet, les transports routiers sont à l'origine d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France et de 13 % des émissions de particules fines. Les flux se concentrent sur les grandes agglomérations du littoral et de la vallée du Rhône. Parmi les actions concourant à la réduction des gaz à effet de serre et favorisant un développement économique équilibré du territoire, celles de la diversification de l'offre en termes de mobilité est primordiale.

A cet égard, le vélo est une solution crédible sur les territoires où elle est mise en œuvre avec ambition. Le développement de son usage constitue donc une réponse pour faire face aux enjeux de la décennie à venir pour les citoyens, les territoires et les acteurs économiques. Un investissement massif et à tous les niveaux est essentiel pour atteindre 12 % de part modale d'ici 2030, objectif fixé par la stratégie nationale bas carbone (contre moins de 3 % aujourd'hui en France malgré une augmentation des trajets en vélo de 28 % entre 2019 et 2021) et construire la France à vélo 2030.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027.

L'un des leviers du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 est constitué de l'objectif stratégique 2 qui vise à préserver les ressources du territoire régional en accompagnant la transition environnementale et énergétique et plus particulièrement de l'objectif spécifique 2.8 : « **Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone** ».

En mobilisant cet objectif spécifique, l'Autorité de Gestion vise à soutenir les efforts régionaux en matière d'aménagements cyclables pour la mobilité du quotidien, au sein des villes et de leurs aires d'attraction, pour un public le plus large possible.

En permettant d'augmenter le report modal de la voiture particulière vers les modes actifs de déplacement, la mobilisation du FEDER contribuera à l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 que la Région s'est fixée dans son Plan Climat « une COP d'avance », et a décliné dans sa nouvelle « Stratégie Vélo régionale pour une accélération du Plan vélo 2024-2028 », votée le 26 octobre 2023.

**Le présent appel à projets cible les opérations d'aménagements cyclables (infrastructures et équipements) au service du développement des pratiques cyclables pour la mobilité du quotidien.**

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **15 millions d'euros**.

## 2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

### ➤ 2.1 Le bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Les bénéficiaires éligibles sont les **organismes publics** : État, autorité régionale ou locale, organisme de droit public ou association constituée d'une ou de plusieurs de ces autorités ou d'un ou de plusieurs de ces organismes de droit public, ou une entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat.

**Le montage en opération collaborative (un bénéficiaire et des partenaires) n'est pas autorisé.**

### ➤ 2.2 Les catégories d'actions

#### 2.2.1. Caractéristiques générales des opérations

Les projets financés dans le cadre de l'appel à projets (AAP) visent les **opérations d'aménagements cyclables<sup>1</sup> (infrastructures et équipements) pour la mobilité du quotidien**.

La **mobilité du quotidien** s'entend comme l'ensemble des pratiques de déplacement d'une population dans son cadre habituel. Le CEREMA<sup>2</sup> la définit plus précisément comme « *l'ensemble des déplacements quotidiens réalisés par les personnes. Cette mobilité quotidienne ne prend pas en compte les déplacements de week-end, de longue distance et de vacances. La mobilité quotidienne s'inscrit globalement dans le développement et les dynamiques économiques des territoires.* »

Dans le cadre de cet AAP, **sont donc visées les infrastructures cyclables permettant d'effectuer tout ou partie de trajets effectués vers ou depuis un pôle générateur de déplacements du quotidien**. (NB : le paragraphe 2.3 donne des précisions complémentaires sur la localisation urbaine de ce pôle)

Ce pôle pourra être un établissement ou une zone délimitée : par exemple un centre-ville, un centre-village, un équipement structurant pour le territoire (*établissement d'enseignement, établissement de formation, établissement de santé, équipement culturel, bâtiment administratif accueillant du public, centre sportif, zone d'activité, pôle de recherche, ...*).

Le projet d'aménagement cyclable doit s'inscrire dans une **logique d'itinéraire**, s'inscrivant dans la stratégie locale d'aménagement et de mobilité du territoire.

**Les itinéraires visés par le présent appel à projets sont de deux natures :**

<sup>1</sup> Le cycle se définit comme un « véhicule ayant au moins deux roues et propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles » (article R311-1 du code de la route).

<sup>2</sup> Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

- Des **itinéraires déjà identifiés dans un document de planification** des mobilités (ou projet de document) : schéma vélo ou plan de mobilité, plan de mobilité simplifié ou document équivalent figurant des itinéraires cyclables<sup>3</sup>,
- **Des tronçons de rabattement** entre un tel itinéraire et le pôle générateur de déplacements du quotidien, dont le porteur de projet souhaite améliorer l'accessibilité en vélo.

L'appel à projets vise des opérations à un stade avancé de maturité : sont éligibles uniquement les projets **a minima en phase Avant-Projet Détaillé**, lors du dépôt de leur candidature.

---

<sup>3</sup> Le porteur de projet ne sera pas nécessairement le rédacteur de cette planification. Dans les cas où le schéma, le plan, ... n'est pas voté au moment du dépôt du dossier : le porteur de projet devra pouvoir fournir une cartographie ou tout autre document justifiant les itinéraires.

### 2.2.2. Catégories d'actions éligibles

Le tableau suivant détaille les catégories d'actions éligibles à cet appel à projets, ainsi que les exclusions :

Catégories d'actions éligibles	
<b>Création d'infrastructures cyclables et/ou d'ouvrages d'art dédié</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Travaux d'aménagement et d'infrastructure</b> Ces travaux pourront englober des aménagements de voirie ponctuels, qui contribuent directement à la continuité du projet, et/ou à la sécurité des cyclistes et des piétons, et à la lisibilité de leurs parcours.</li> <li>- Etudes d'exécution intégrées dans les marchés de travaux</li> </ul>
<b>Amélioration significative d'infrastructures cyclables et /ou d'ouvrages d'art dédiés</b>	<p>Les améliorations portent sur la <b>sécurité</b> des cyclistes, et doivent être <b>significatives</b>.</p> <p><i>(Exemple : transformation d'une bande cyclable en piste cyclable, élargissement de piste cyclable sous-dimensionnée au regard des trafics cyclistes constatés ou projetés, ...).</i></p>
<b>Equipements et aménagements contribuant à la qualité de l'infrastructure et améliorant le niveau de service rendu aux usagers</b>	<p>Ces équipements et aménagements connexes doivent être <u>nécessaires</u> à l'aménagement cyclable et leur coût doit rester <u>proportionné</u> aux besoins générés par les aménagements cyclables.</p> <p>Ils comprennent par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le déploiement de signalisation respectant l'IISR<sup>4</sup> pour faciliter et sécuriser le parcours cyclable</b> <i>(exemples : signalisation directionnelle de rabattement, jalonnement, signalisation au niveau des traversées, dispositifs de signalisation numérique intelligente contribuant à la sécurité des cyclistes et à une cohabitation harmonieuse entre vélos et véhicules) ;</i></li> <li>- <b>L'aménagement de stationnements vélos sécurisés et non sécurisés, y compris abris hors stationnement en gare SNCF<sup>5</sup> ;</b></li> <li>- <b>L'installation de compteur ou totem de fréquentation ;</b></li> <li>- <b>L'installation d'équipements pour les vélos hors abris vélos en gare SNCF</b> <i>(exemples : station de pompage, borne de recharge pour vélos électriques, kit réparation, consignes) ;</i></li> <li>- <b>La végétalisation et autres aménagements d'insertion paysagère.</b></li> </ul>

<sup>4</sup> Instruction interministérielle sur la signalisation routière

<sup>5</sup> La Région, avec l'aide financière de l'Etat, a en effet décidé d'équiper toutes les gares d'équipements vélo sécurisés au sens de la loi d'orientation sur les mobilités dite LOM, et donc à moins de 50m du bâtiment de la gare, et par dérogation à moins de 100M. Pour des raisons évidentes de parcours usagers à l'échelle de la Région, il est préférable de cibler des poses d'équipements en complément de ce dispositif, et au-delà de ce périmètre.

### Catégories d'actions éligibles

- Création d'infrastructures cyclables dans le cadre d'opérations visant à créer de nouvelles capacités de circulation motorisée.
- Création ou aménagement d'infrastructures cyclables dédiées à un usage exclusivement ou très majoritairement **cyclotouristique**.

- Déploiement de stationnements vélo sécurisés, dans et à proximité immédiate des gares SNCF, éligibles au titre du contrat de performance 2019-2024 Région et Gares & Connexion. (La Région<sup>6</sup> déploie des stationnements vélo sécurisés aux abords de toutes les gares en région, cf. Loi d'Orientationsur les Mobilités)
- Opération visant uniquement à déployer des stationnements ou des abris, sans connexion avec une opération d'aménagement cyclable.

Par ailleurs, l'appel à projets cible **prioritairement** les aménagements cyclables **dédiés** et **sécurisés**, et les équipements et aménagements connexes nécessaires et proportionnés aux besoins de l'opération. Les infrastructures cyclables seront donc principalement composées d'infrastructures cyclables dédiées et sécurisées, c'est-à-dire **séparées des autres routes pour la circulation automobile, ou d'autres parties de la même route, par des moyens structurels (trottoirs, barrières)**, les rues cyclables, les tunnels cyclables, les passages en dénivelé cyclables, etc... Elles pourront toutefois comprendre d'autres types d'infrastructures cyclables (voir tableau ci-dessous), sous réserve d'une bonne qualité de conception et d'adaptation au contexte.

**Le tableau suivant indique les typologies d'infrastructures cyclables potentiellement éligibles au titre de l'appel à projets :**

<b>Typologies d'infrastructure cyclable potentiellement éligibles</b>	
Infrastructures cyclables dédiées et sécurisées en priorité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Piste cyclable</b> : infrastructure réservée aux cyclistes et séparée physiquement de la chaussée. Une piste cyclable peut être bidirectionnelle ou à sens unique ;</li> <li>- <b>Voie verte<sup>6</sup></b> : route exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés, des piétons et des cavaliers éventuellement ;</li> <li>- <b>Vélorue</b> sans autre circulation routière que les riverains<sup>7</sup> ;</li> <li>- <b>Ouvrage d'art dédié aux cyclistes, ou partagé entre cyclistes et piétons</b> (ex : pont, passerelle, tunnel, passage en dénivelé).</li> </ul>
Infrastructures cyclables sans séparation de la circulation automobile par des moyens structurels quand il n'y a pas d'autres possibilités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Bande cyclable</b> : partie latérale de la chaussée réservée aux cyclistes et séparée de la chaussée principale par un marquage au sol ;</li> <li>- <b>Chaussée à voie centrale banalisée</b> ou « Chaussée pour les Circulations Douces » ou « Chaucidou » : chaussée à voie centrale banalisée sans marquage axial et entourée de deux couloirs<sup>8</sup>.</li> </ul>

Dans le processus de sélection des projets (cf. art 5 de cet AAP), **les projets visant principalement l'aménagement d'infrastructures cyclables non séparées de la circulation automobile par des moyens structurels, verront leur note impactée**, au niveau du critère « Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire ».

<sup>6</sup> Selon l'article R110-2 du Code de la route, est une « route exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés, des piétons et des cavaliers ». Ces voies aménagées et sécurisées sont destinées aux piétons, aux cyclistes, aux rollers, aux personnes à mobilité réduite et parfois aux cavaliers. Ces utilisateurs empruntent les voies vertes de manière très fréquente partout en France dans le cadre du tourisme, des loisirs ou des déplacements locaux.

<sup>7</sup> La vélorue est une section ou un ensemble de sections de voie appartenant au réseau cyclable structurant et accueillant un trafic motorisé exclusivement de desserte. Un nécessaire travail sur le plan de circulation des véhicules motorisés y garantit la suppression du trafic de transit et un trafic motorisé de desserte significativement faible. (définition CEREMA)

<sup>8</sup> Les véhicules motorisés circulent sur la voie centrale bidirectionnelle et les cyclistes sur les accotements appelés « rives ». La largeur de la voie réservée aux véhicules motorisés est insuffisante pour permettre leur croisement. Ces derniers peuvent se déporter ponctuellement sur la rive lorsqu'ils sont amenés à se croiser, mais en cédant la priorité aux cyclistes.



### **2.2.3. Eléments du dossier technique**

Afin de permettre au service instructeur de juger de l'éligibilité du projet, le porteur de projet fournira les éléments suivants en format PDF :

- ✓ Le plan vélo, plan de mobilité ou schéma dans lequel s'inscrit le projet (*ou bien la mention précise du lien internet permettant de le télécharger*) ;
- ✓ Le plan de **situation** du projet dans le schéma cyclable ou le plan de mobilité ;
- ✓ Le plan de **tracé** du projet précisant la typologie des aménagements par section homogène et détaillant bien les tronçons considérés au titre du projet FEDER. Faire figurer les aménagements cyclables existants. Faire figurer le ou les pôles générateurs de déplacements du quotidien ;

De plus, le porteur de projet veillera à ce que l'annexe 2 du dossier de subvention « Description détaillée », contienne les informations suivantes :

- ✓ **Vocation du projet :**
  - Identifier et qualifier le pôle générateur de déplacement du quotidien visé par le porteur de projet. Préciser sa localisation et les usagers visés.
  - Le cas échéant : décrire l'obstacle à franchir, la discontinuité à résorber ou le point noir à adapter.
- ✓ Le projet doit être découpé en sections homogènes d'aménagement cyclable.  
Pour chaque section, les informations attendues sont les suivantes :
  - Le **type d'aménagement** cyclable projeté, en précisant sa **largeur**, et s'il est **uni ou bi-directionnel** ;
  - La **longueur** en kilomètres (cf. Annexe II relative aux indicateurs de cet appel).

### **➤ 2.3 Le lieu de réalisation**

Une opération est éligible :

- lorsqu'elle est réalisée sur le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
**ET**
- lorsque le pôle générateur de déplacement du quotidien, visé par le porteur, est localisé dans une Aire d'Attraction des Villes (AAV), au sens de l'INSEE.

L'aire d'attraction d'une ville est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, qui définit l'étendue de l'influence d'un pôle de population et d'emploi sur les communes environnantes, cette influence étant mesurée par l'intensité des déplacements domicile-travail.

Le porteur de projet est invité à consulter la base des aires d'attraction des villes 2020 cartographié sur le lien suivant : [Aires d'attraction des villes 2020](#) basé sur les données de l'INSEE.

### **➤ 2.4 La date de démarrage de l'opération**

Une opération peut avoir commencé **avant le dépôt** de la demande de subvention européenne. Cependant elle devra avoir commencé **impérativement après le 1<sup>er</sup> janvier 2021**.

Néanmoins, seront considérés comme **ineligibles les projets achevés à la date de dépôt** de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués.

## ➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

Pour rappel, l'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Ainsi, certains soutiens peuvent ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il peut être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agit d'une aide d'Etat, et l'Autorité de gestion doit alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

**Dans le présent appel à projets**, l'Autorité de Gestion accordera des financements FEDER uniquement aux projets dont les activités sont considérées comme étant « hors aides d'Etat ».

## 3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- rattachables au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées HT ;

Elles doivent également être **engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution** de l'opération et **dans tous les cas entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 décembre 2029**, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels et/ou d'options de coûts simplifiés (taux forfaitaire). En effet, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés.

## ➤ 3.1 Les dépenses éligibles

### 3.1.1 Dépenses directes au réel

Les coûts (ou dépenses) directs sont les coûts **directement liés à la mise en œuvre de l'opération**, dont le lien direct avec cette opération peut être démontré. Ils sont justifiés sur la base de pièces comptables et non comptables apportant la preuve de la réalisation effective et l'acquittement, notamment des factures attestées acquittées (décaissées).

Les types de dépenses éligibles sont les suivants :

- Travaux ;
- Etudes d'exécution des travaux uniquement si elles sont intégrées aux marchés de travaux ;
- Matériel et équipement, fourniture et pose.

### 3.1.2 Dépenses indirectes au forfait

Les coûts (ou dépenses) indirects sont les coûts qui ne peuvent pas être **directement rattachés à l'opération mais demeurent nécessaires à sa réalisation**.

Le type de dépense indirecte éligible au forfait est le suivant :

Coûts indirects selon un **taux forfaitaire de 7 % des coûts directs** (art 54 a du règlement UE n°2021/1060). Ces coûts sont calculés et présentés en appliquant un taux forfaitaire de 7 % au montant des coûts directs éligibles.

Ils couvrent les coûts indirects de type « dépenses administratives » de la structure bénéficiaire<sup>9</sup>.

**Lors de la saisie sous SYNERGIE du plan de financement de l'opération, les dépenses éligibles doivent être ventilées parmi les catégories suivantes :**

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel ;
- Dépenses de prestations externes ;
- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 7 % des coûts directs (art 54 a).

---

<sup>9</sup> Dépenses administratives pour lesquelles il est difficile de déterminer avec précision le montant imputable à une opération ou à un projet spécifique (les dépenses administratives et de personnel habituelles, telles que les frais de gestion, de recrutement, de comptabilité et de nettoyage, les frais de téléphone, d'eau et d'électricité, etc.) (Source : Guide « Option de coûts simplifiés Fonds Européens 2021-2027 », ANCT)

### ➤ 3.2 Les dépenses inéligibles

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) ;
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens<sup>10</sup> et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- Les dépenses d'acquisition foncière ;
- Les dépenses d'amortissement ;
- Les contributions en nature ;
- Les dépenses d'études et d'assistance autres que celles mentionnées ci-dessus ;
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges ;
- Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers ;
- Les aléas et provisions pour risques.

## 4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE

- Taux maximum FEDER : **70 %** du coût total éligible
- Montant minimum d'aide FEDER : **200 000 €**

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion applique un taux de cofinancement FEDER qui dépend notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales des dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds est vérifié à la réception du dossier et à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement.

## 5. LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets répondant aux critères d'éligibilité des opérations seront sélectionnés au regard des critères de sélection détaillés en annexe I de cet appel et selon les modalités décrites dans le guide du candidat.

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'annexe 3 du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'annexe 2 « Description détaillée du projet » du dossier de demande de

---

<sup>10</sup> Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes  
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER

subvention. Le porteur de projet veillera à ce que cette annexe 2 contienne les informations suivantes<sup>11</sup> :

- ✓ Les **modalités foncières** de réalisation du projet : situation actuelle et situation cible, au regard du foncier (domanialité, propriété, superposition d'affectation ou de gestion) ;
- ✓ La **liste des autorisations** nécessaires et/ou obtenues, de la part de la puissance publique ;
- ✓ **Pour les aménagements non séparés de la circulation routière : données de vitesse et de trafic** (en uvp<sup>12</sup>/j dans les deux sens) **sur la voirie routière contigüe**. *NB : Ces données pourront être fournies après dépôt, dans le cours de l'instruction, afin que le porteur ait le temps de les collecter.*
- ✓ **Les modalités d'entretien** de l'aménagement cyclable après sa réalisation : afin de pérenniser les travaux réalisés, et dans la limite de circonstances prévisibles, le porteur devra en effet avoir anticipé les éventuels dispositifs techniques, les modalités organisationnelles et les mécanismes de financement relatifs à l'entretien des aménagements mis en place ou des végétaux implantés, etc... ;
- ✓ **Toute autre information jugée utile par le porteur de projet et qui permettra de juger la qualité de l'aménagement cyclable** : choix relatifs au confort de l'utilisateur, à la facilité d'utilisation, à la prise en compte de l'impact environnemental... A cet égard le porteur de projet est invité à consulter l'annexe I relative aux critères de sélection de cet appel.

*Nota bene : Pour présenter toutes ces informations, le porteur pourra choisir de rédiger une note technique dédiée, qu'il joindra au dossier de demande de subvention, en complément de l'annexe 2. De plus, il pourra joindre toute autre pièce qu'il jugera utile.*

## 6. LES INDICATEURS

Les projets soutenus par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants :

- **Indicateur de réalisation RCO58** « Aménagement spécifique de pistes cyclables bénéficiant d'un soutien », mesuré en *kilomètres*.
- **Indicateur de résultat RCR64** « Nombre annuel d'utilisateurs des aménagements spécifiques de pistes cyclables », mesuré en *utilisateurs/an*.

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide dans le cadre de l'annexe 4 « Indicateurs » à la demande de subvention mais également lors des demandes de paiement.

Les informations relatives aux indicateurs sont détaillées en annexe II de cet appel.

---

<sup>11</sup> Ces données pourront être complétées au cours de l'instruction, mais leur disponibilité dès le dépôt constituera un gage d'efficacité de l'instruction.

<sup>12</sup> UVP : unité de véhicule particulier

## 7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJET

Pour constituer votre dossier de demande de subvention, il vous est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents clés, disponibles à cette adresse : [Documents clés 2021-2027 - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](#).

En particulier, pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

### ➤ 7.1 Le portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante : [E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](#)

### ➤ 7.2 Composition du dossier de candidature

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents joints à cet appel dans le dossier zippé :

- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie ;
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie (pour vous donner un modèle) ;
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter :
  - ANNEXE 1\_PLAN DE FINANCEMENT\_Osp2.8 infra cyclables
  - ANNEXE 2\_DESCRIPTION DETAILLEE
  - ANNEXE 3\_PRINCIPES HORIZONTAUX
  - ANNEXE 4\_INDICATEURS\_Osp2.8 infra cyclables
- La GRILLE DES PIECES A JOINDRE\_Osp2.8 infra cyclables à compléter
- La GRILLE INFO PORTEUR COMMANDE PUBLIQUE (si votre structure est soumise à la réglementation relative à la commande publique)
- Le modèle de LETTRE D'INTENTION COFINANCEURS (si le cofinancement ne donne pas encore lieu à signature de convention).

### ➤ 7.3 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter [sur la base de la [fiche de renseignements disponible sur la page dédiée à l'appel](#)].

#### Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

Direction Déléguée FEDER – Service Transition Juste, Ecologique et Energétique

[federOS2@maregionsud.fr](mailto:federOS2@maregionsud.fr), en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

### ➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

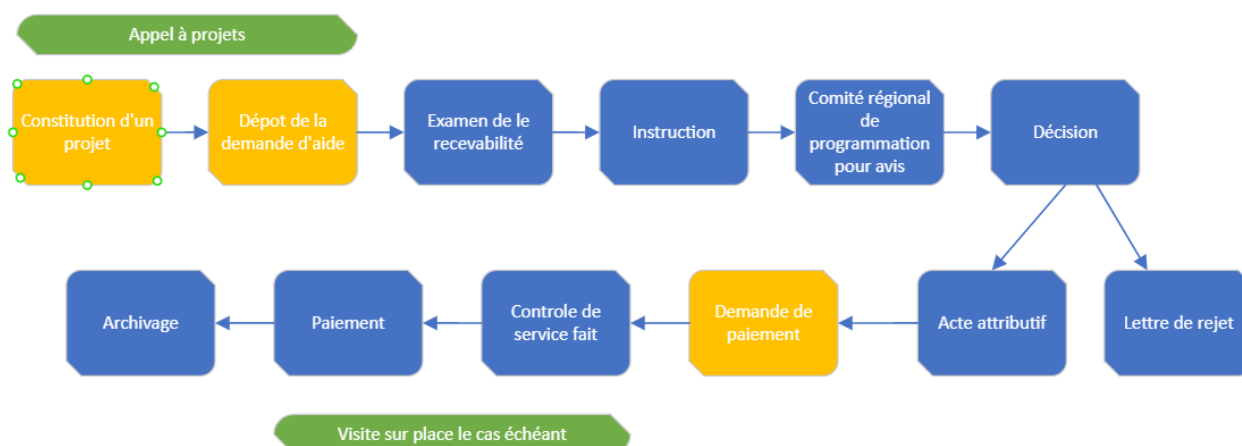
Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée ;
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets ;
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets ;
- être accompagné par le document attestant de la capacité du représentant légal à engager la structure.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

## 8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de recevabilité, de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le [guide du candidat](#).



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

## **9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES**

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

## **10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION**

### **➤ 10.1 Respect de la confidentialité**

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

### **➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : [dpd@maregionsud.fr](mailto:dpd@maregionsud.fr).



## ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION

	Note / 20	Critères	Note / 20	Sous-critères
QUALITE	14	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	1,5	Pertinence de l'infrastructure au regard de l'enjeu de la mobilité urbaine du quotidien
				Concertation avec les acteurs de la mobilité
		Appréciation du niveau de maturité du projet	2,5	Maturité technique
				Maturité financière
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	9	Caractère structurant et plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire (sécurité et impact environnemental)
				Qualité du projet (typologie d'infrastructure et respect des recommandations du CEREMA)
				Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen (modalité d'entretien)
II PERFORMANCE	6	Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/Charte des droits fondamentaux	1	Prise en compte des enjeux du développement durable, respect des principes de l'égalité hommes-femmes et de non-discrimination au sein de la structure
		Capacité administrative du porteur	1,5	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier
				Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place
		Performance financière du projet	2,5	Potentiel de certification des dépenses du projet (optimisation du plan de financement, montage administratif...) Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet
		Contribution du projet aux indicateurs du programme	2	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme.

## ANNEXE II RELATIVE AUX INDICATEURS

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- **Lors de l'instruction** du dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées dans l'annexe 4 Indicateurs de la demande de subvention ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- **Lors de la demande de paiement**, les gestionnaires valideront les valeurs des indicateurs renseignées par le bénéficiaire à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les deux indicateurs concernés par l'appels à projets sont définis et détaillés sur le plan méthodologique dans le tableau ci-après.

Référence de l'indicateur sous e-Synergie / Code de l'indicateur	Intitulé de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de la valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO58	Aménagements spécifiques de pistes cyclables bénéficiant d'un soutien	Kilomètre	<p>L'indicateur mesure la <b>longueur des infrastructures cyclables dédiées, nouvellement construites ou considérablement améliorées par les projets soutenus</b>.</p> <p>L'indicateur comprend les pistes réservées aux cycles et matérialisées par un séparateur physique seulement, il ne prend pas en compte les bandes matérialisées par un marquage au sol.</p> <p>Le calcul du linéaire de piste cyclable se base sur la méthodologie retenue par Vélo et Territoires (et reprise par Géovélo) qui consiste à appliquer un coefficient de 2 pour les pistes cyclables bidirectionnelles</p>	L'indicateur est à renseigner <b>une première fois</b> par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir d'un plan avant travaux ou étude préalable précisant la longueur des voies cyclables objet de la demande.	<p>L'indicateur est à renseigner <b>une seconde fois</b>, lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie.</p> <p>→ <b>Un plan des travaux réalisés où figurent les voies cyclables réalisées ou améliorées précisant leur longueur ou tout autre rapport technique attestant de ces éléments</b></p>	84

Référence de l'indicateur sous e-Synergie / Code de l'indicateur	Intitulé de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de la valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
<b>RCR64</b>	Nombre annuel d'utilisateurs des aménagements spécifiques de pistes cyclables	Nombre d'utilisateurs	<p>L'indicateur comptabilise le nombre d'utilisateurs annuels d'une infrastructure cyclable dédiée.</p> <p>La collecte de cet indicateur peut consister en la mise en place de systèmes de comptages ou la réalisation d'enquête. Elle peut consister en un comptage sur un échantillon de jours extrapolé ensuite sur l'année.</p> <p>Le mode de collecte et sa durée doivent être précisés lors du dépôt de la demande de subvention dans une note explicative.</p>	<p>Cet indicateur nécessite une valeur de référence (avant projet) et une valeur prévisionnelle (valeur estimée à l'issue du projet)</p> <p>La valeur de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si le projet concerne uniquement l'amélioration d'une piste cyclable pré-existante alors le porteur doit renseigner une valeur de référence supérieure à 0 (issue d'un premier comptage).</li> <li>- Si le projet concerne la création d'une piste cyclable alors la valeur de référence est égale à 0.</li> <li>- Si le projet concerne à la fois la création d'une piste cyclable et l'amélioration d'une piste cyclable pré-existante, alors la valeur de référence doit être complétée dans le cas où la voie pré-existante représente plus de 50 % du linéaire d'infrastructure de l'opération.</li> </ul>	<p>L'indicateur est à renseigner <b>un an après la fin de la réalisation physique du projet</b></p> <p>Il est le résultat de la collecte opérée et de son éventuelle extrapolation (cf. méthode de calcul)</p> <p>PJ : Données issues de l'enquête ou du système de comptage menée par un opérateur ou la collectivité</p>	2 764 818

Par principe, tous les indicateurs seront **conventionnés** sauf cas particulier qui devra être justifié par le porteur lors du dépôt du projet.